La Commune

Crises et châtiments - LA FUITE EN AVANT DU POUVOIR VERS L'ABIME

La Lettre de La Commune, nouvelle série, supplément au n° 63 – samedi 8 septembre 2018

… Où le pouvoir est pris dans la toile serrée des affaires en cascades.

Où, hagard, le ministre fétiche de l'Interieur est tenté de se poignarder avec des saucisses pour n'avoir su insuffler à Macron la sagesse « grecque » à base d'humilité et de miel des Vosges. Il n'est plus qu'un fétiche à l'oreille cassée, au teint cireux, l'œil éteint. Et…
Hulot ? Mort aux pluches !
Nyssen ? Grillée !
Ministre des Sports ? Prise en flag' et acculée à la démission
Cohn Bendit ? Prié d'occuper le poste vacant de ministre de l'Ecologie, n'était pas du genre à embarquer sur le Titanic
La désignation du successeur de Rugy au « perchoir » de l'Assemblée » ? L'enfant se présente mal, pour l'instant-
Indice de popularité ? Macron se retrouve en dessous la cote de Hollande, au même moment de son mandat (2013)
Réforme constitutionnelle ? Reportée à l'hiver prochain, mais d'ici là …

Et maintenant ?
La fuite en avant destructrice.

Engagé dans une course contre la montre sans fin, le pouvoir reclus à L'Elysée entend enchaîner les réformes à marche forcée et dans tous les sens : arrêts-maladie, retraite par points - « *travail sans fin* »[1] comme le dit Pascal Pavageau (secrétaire général FO) – dynamitage prévisible du RSA – « action publique 2022 » contre la Fonction publique – dynamitage de l'Assurance-chômage, réforme des hôpitaux dont nous avons tout à craindre, mise en route du funeste « prélèvement à la source ». Sans oublier la désindexation des pensions.

Il est évident que cette chaîne de réformes n'appelle qu'une conclusion : faire tomber Macron, seul moyen d'arrêter le bras du casseur, selon le principe du « tous ensemble », de la force du nombre.

Cette furie « réformatrice » appelle d'elle-même un règlement général des comptes.

Nous sommes donc, toutes et tous, en droit d'exiger la rupture de toute concertation-consultation – négociation de « partenaires sociaux » avec l'Elysée et ses ministres-croupion.

Aux dirigeants syndicaux confédéraux voire fédéraux qui parlent de « riposte », de défense du « modèle social » et convoquent une journée de grève interprofessionnelle, nous sommes donc en droit d'exiger, tous et toutes, qu'ils rompent toute concertation-dialogue social avec le Pouvoir sur ces réformes et qu'ils soumettent à l'ensemble des syndiqués et des salariés un **Plan de lutte digne de ce nom n'ayant qu'un seul but : la victoire – par le retrait des réformes passées, présentes et à venir et la satisfaction des revendications vitales.**

On pourrait nous objecter qu'un courant politique comme le nôtre n'a pas à exiger des hautes directions syndicales quoi que ce soit, du point de vue de l'indépendance syndicale. Oui et non.

Ces directions syndicales centrales se dressent en effet comme des appareils politiques au sein des syndicats, dès qu'elles se plient aux tractations avec l'Etat, que ses membres soient ou non encartés.

Rappelons que les hauts-dirigeants de la CGT ont, en violation des résolutions du dernier congrès CGT, passé un accord direct avec Mélenchon pour une manifestation qui se voulait directement « politico-syndicale » et dont l'appel faisait explicitement référence à une « alternative » politique. C'était le 26 mai dernier. Peu de temps auparavant, Mélenchon avait raillé les principes de la Charte d'Amiens de 1906, fondatrice de l'indépendance du syndicalisme fédéré et confédéré en France… En ce qui nous concerne, nous exigeons de ces dirigeants syndicaux, non pas telle ou telle position politique « partisane », mais qu'ils fassent ce qu'exige « *la défense des intérêts matériels et moraux des salariés* » qui est la raison d'être des syndicats.

Nous ne disons pas à ces appareils syndicaux d'être « plus radicaux », « plus antilibéraux » ou « plus anticapitalistes ». Nous ne leur demandons pas de se présenter en « anti-Macron », mais d'avoir comme principe « **négocier quand c'est possible, agir quand c'est nécessaire** ». Ni plus, ni moins.

Avec Macron, quoi que chaque dirigeant syndical national puisse penser de lui, la négociation n'est pas possible, car le « dialogue social » vers les réformes, c'est le contraire de la négociation, sur ces réformes, il n'y a aucun compromis possible : **on ne peut sortir d'une négociation avec moins que ce que nous avions avant d'y entrer.** Il existait il n'y a guère, une notion de « minimum décent » au-dessous duquel on ne peut pas tomber, sans sombrer dans la déchéance. C'est aussi simple que ça.

Comme nous l'avons déjà dit à plusieurs reprises : on ne peut discuter de rénover le papier peint d'une maison quand elle est en feu : il faut éteindre le feu, avant qu'il ne soit trop tard. Eh bien, avec Macron et sa « technostructure », nous en sommes là. Aucune incantation pour que ce Pouvoir « entende » n'y fera rien ; Il retournera les doléances contre leurs auteurs, puis, pour faire diversion, parlera des « gaulois » et autres défis à l'intelligence.

Conclusion : **retraites, hôpitaux, allocations-chômage, etc, il n'y a rien à négocier ! La seule négociation, c'est : RETRAIT PUR ET SIMPLE !**

Le 7 septembre 2018

[1] https://www.youtube.com/watch?v=J8PgufVdnYA&feature=share

Modifié le samedi 08 septembre 2018

Voir aussi dans la catégorie Lettre de la Commune - Chronique Hebdo

Il y a quelque chose de pourri au royaume de Macron

Un pouvoir en marche pour sa réélection qui n'en finit pas de traîner des casseroles judiciaires ... Une classe politique en décalage total avec la clairvoyance des masse ... la fin de régime... »

« La colère sociale est là » ...

A la question ; « Craignez-vous un printemps social ? », Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, invité au Grand Jury RTL-Le Figaro-LCI du 31 janvier 2021, avait répondu : « Non, je... »

Nous sommes en guerre ... contre Macron !

Leurs élections valent plus que nos vies ! Au plus haut niveau de l'État, toutes et tous savaient, aucun.e n'a rien fait ! C'est l'aveu de l'ex-ministre de la santé, Agnès Buzyn, fait... »

Pour en finir avec Macron !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 124 - Jeudi 30 janvier 2020 Après 56 jours d'un conflit historique, c'est peu dire que Macron et sa politique sont rejetés p une grande majorité... »

PAS DE RETRAIT, PAS DE TRÊVE ! PAS DE RETRAIT, PAS DE RENTRÉE !

La Lettre de La Commune, nouvelle série, n° 123 - Samedi 28 décembre 2019 Déjouant tous les pronostics, la détermination et la pugnacité des grévistes restent intactes au 24ème jour de grève... »

Contre Macron et sa réforme des retraites : grève générale !

La démonstration de force des salariés contre la réforme des retraites engagée le 5 décembre se poursuit et certains secteurs très déterminés comme les transports publics (SNCF, RATP),... »